

## Rapport d'activités

**Présenté par M. Didier Berberat**  
**Président de la Commission de l'éducation, de la communication et**  
**des affaires culturelles**

**LIBREVILLE (GABON)**  
**2-3 OCTOBRE 2012**

**Chers Collègues Parlementaires,**

**Mesdames, Messieurs,**

En l'absence d'un rapporteur sur les questions relatives au VIH/SIDA pour la CECAC, qui devrait être désigné prochainement, il me revient de vous faire part des activités qui ont animé le Réseau depuis sa dernière réunion tenue à Phnom Penh, au Cambodge, en mai 2011.

Essentiellement, je ferai porter cette communication sur la dernière réunion du Réseau afin d'en rappeler les grands débats, et sur les activités tenues par le Réseau depuis avril 2011, dont la plus notable reste notre participation à la 6<sup>e</sup> Conférence francophone sur le VIH/SIDA, et sur les activités du Secrétariat relatives au mandat du Réseau.

### **1/ Réunion du Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/SIDA**

La dernière réunion du Réseau s'est tenue les 25, 26 et 27 mai 2011 au Cambodge. Je remercie à nouveau la section cambodgienne pour son chaleureux accueil.

Nous y avons tenu un débat sur le rôle de l'État dans la prise en compte des droits et des besoins des femmes et des filles dans la lutte contre le VIH/SIDA. Une dizaine de sections nous ont fait parvenir des contributions écrites qu'on peut trouver sur le site Web. Nous avons tenu ce débat compte tenu de la féminisation de la pandémie et du fait que plusieurs organisations internationales, dont l'Union africaine, ont reconnu la nécessité de renforcer les droits des femmes afin de freiner la propagation de la pandémie.

La section cambodgienne nous a fait visiter les locaux de l'hôpital Chey Chumneas où le directeur a expliqué comment l'institution assurait le dépistage et les soins continus aux enfants, aux adultes et aux mères. Le dévouement du personnel de l'hôpital, qui œuvre dans des conditions difficiles, nous a émus.

Lors de cette réunion, nous avons conduit trois auditions : celle de Mme Juliette Papy, d'ONUSIDA, venue nous entretenir de la féminisation de la pandémie et de la réponse d'ONUSIDA que constitue l'*Agenda pour une action accélérée au niveau des pays en faveur des femmes* ; celle du Dr Jean-Élie Malkin, qui nous a informés des conclusions du dernier rapport d'ONUSIDA, et de la stratégie *Zéro nouvelle infection, Zéro discrimination, Zéro*

décès lié au SIDA ; et enfin, M. Svend Robinson, du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, qui nous a informés des résultats de la dernière reconstitution du Fonds et qui a insisté sur le rôle des parlementaires dans le contrôle des sommes internes et externes attribuées à la lutte contre la pandémie.

La section du Val d'Aoste a présenté son rapport sur l'*Éducation relationnelle, affective et sexuelle des filles et des garçons comme instrument de lutte contre le VIH*, et a proposé une résolution sur le sujet, qui a été entérinée par le Réseau. Je désire remercier la section valdotaine qui, en suivi à l'intervention de M. Robinson du Fonds mondial, a fait adopter une résolution par son Conseil régional, demandant au gouvernement italien de respecter ses engagements financiers à l'égard du Fonds. Je veux exprimer ma gratitude et adresser mes pensées à M. Alberto Cerise, président de la section, qui nous a quittés, comme vous le savez, suite à une longue et pénible maladie, à la mi-septembre.

Enfin, lors de notre réunion à Phnom Penh, nous avons convenu d'un plan d'action afin de donner suite au protocole d'accord liant l'APF et l'ONUSIDA. J'y reviendrai.

Suite à cette réunion, l'Assemblée plénière de l'APF a adopté trois résolutions portant sur le VIH : la première portait sur le respect des droits des filles et des femmes comme élément de riposte au VIH/SIDA et la seconde constituait un suivi à l'étude initiée par le Val d'Aoste sur l'éducation sexuelle des filles et des garçons. La troisième recommandait aux directions du Fonds mondial et d'ONUSIDA d'intensifier leurs efforts afin d'assurer un meilleur accès, en français, aux documents publics de ces organisations. À cet effet, je remercie le Secrétaire général de la Francophonie, S.E. M. Abdou Diouf, et notre Secrétaire général parlementaire, M. Jacques Legendre, pour leurs interventions en ce sens auprès des autorités de ces institutions.

## **2/ Réunions des Présidents de la Région Afrique et de la Régionale Afrique**

Ultérieurement à cette réunion du Réseau, les présidents de la région Afrique ont débattu à Kigali de la question du VIH/SIDA. Ils ont convenu du besoin de procéder à une évaluation des lois sur le VIH/SIDA et de donner ce mandat à la Régionale Afrique, qui s'en est acquitté lors de sa réunion qui a suivi. Les présidents des sections africaines ont également conclu à la nécessité pour les sections de nommer des coordonnateurs au Réseau, de l'obligation des États à respecter les engagements quant au financement de la riposte au

VIH et reconnu l'importance de renforcer le rôle des parlementaires dans cette lutte contre la pandémie.

En marge de la Conférence internationale sur le VIH, tenue à Genève en mars 2012, des présidents se sont interrogés sur le rôle d'ONUSIDA, qui, pendant un certain temps, avait préconisé l'adoption de lois spécifiques au VIH, et semblait revenir sur cette recommandation dans ses interventions à Genève. Ce manque de clarté confirme la pertinence de rapprocher les membres du Réseau parlementaire et ONUSIDA, sur le plan local, afin d'améliorer le dialogue entre les deux instances.

### **3/ La réunion de haut niveau sur le VIH/SIDA à New York**

L'Organisation des Nations unies a convoqué une réunion de haut niveau, des chefs d'État, de leurs épouses, des hauts dirigeants d'organisations internationales du 8 au 10 juin 2011, qui a réuni 3 000 personnes. Une Déclaration politique a été adoptée à cette occasion, qui vous a été envoyée, afin de réduire par deux la transmission du virus par voie sexuelle et d'éliminer les infections chez les enfants. M. Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations-Unies, a demandé à tous de redoubler les efforts, y compris les bailleurs de fonds en rendant disponibles les investissements nécessaires de 22 et 24 milliards de dollars requis d'ici 2015.

Le Secrétaire général parlementaire avait demandé aux présidents de sections d'inclure leur coordonnateur du Réseau VIH dans les délégations nationales, ce qui fut fait pour les délégations du Burkina Faso, du Mali, du Togo, et de notre coordonnateur sénégalais, le Dr Omar Ndoye.

### **4/ La réunion du Fonds mondial à Sao Paulo**

Immédiatement après cette réunion, les parlementaires du Sénégal, du Cameroun, du Burkina Faso, du Mali et République démocratique du Congo, qui traitent de la question du VIH, ont été invités par le Fonds mondial à participer au 4<sup>e</sup> Forum de partenariat du Fonds mondial qui s'est tenu au Brésil du 28 au 30 juin 2011. Lors de cet événement, les parlementaires de 24 pays, dont le Dr Ndoye, ont adopté la Déclaration parlementaire de Sao Paulo sur l'accès aux médicaments et aux autres produits pharmaceutiques qui engagent tous les pays.

## 5/ Rencontre du Commonwealth sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement

L'Association parlementaire du Commonwealth (CPA) a organisé du 28 novembre au 2 décembre 2011, à la Chambre des communes à Londres, une Conférence interparlementaire sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et le rôle des parlementaires. Des membres de l'APF ont participé à cette conférence, traduite en langue française. L'objectif de cette Conférence était de renforcer le rôle des parlements dans la réalisation des OMD en assurant une meilleure prise de conscience et sensibilisation des parlementaires à cette question. En marge de cette conférence, une table ronde sur le VIH/SIDA a été organisée. Des parlementaires du Réseau y ont contribué, dont les représentants du Sénégal, de la Mauritanie et du Burkina Faso.

## 6/ Plan d'action VIH/SIDA

Pour mémoire, je rappelle que l'Organisation internationale de la Francophonie a convenu d'un accord-cadre avec ONUSIDA, dans lequel il est prévu que l'APF et les opérateurs de la Francophonie s'engagent à conclure une entente de coopération avec le Secrétariat onusien. C'est ainsi que l'APF a conclu une entente avec ONUSIDA, qui a été ratifiée par l'Assemblée plénière de l'APF à Dakar en juillet 2010. En mai 2011, lors de sa réunion à Phnom Penh, le Réseau s'est doté d'un plan d'action afin d'assurer un suivi à cette entente de partenariat.

Ce plan d'action prévoyait quatre activités spécifiques : la collaboration des deux organisations dans la présence de l'APF à la 6<sup>e</sup> Conférence francophone sur le VIH/SIDA à Genève; l'organisation de rencontres entre les responsables des bureaux régionaux et/ou nationaux d'ONUSIDA avec les réseaux parlementaires de lutte contre le VIH dans chacun de nos parlements; des rencontres régionales avec d'autres organisations des Nations-Unies qui traitent de la question du VIH, comme le PNUD; et la tenue d'une conférence de formation sur Internet afin de pallier le fait que le Réseau ne se réunit qu'une fois par année.

Au chapitre des résultats, nous sommes particulièrement satisfaits de l'étroite collaboration qui s'est établie entre le Secrétariat de l'APF et l'ONUSIDA notamment au titre de notre participation à la 6<sup>e</sup> Conférence francophone sur le VIH.

Les coordonnateurs du Réseau des pays suivants étaient présents à cet événement : le Burkina Faso, le Cameroun, le Gabon, la Mauritanie, le Rwanda, le Sénégal, la Suisse, le Vietnam et la République démocratique du Congo. À cette occasion, l'APF a imprimé et distribué 1300 exemplaires du Carnet des résolutions de l'APF sur le VIH, qui vous a été remis, et qui a été inclus dans les pochettes des délégués à la Conférence.

De plus, en collaboration avec ONUSIDA, qui a mis à notre disposition le local dont elle disposait à la Conférence, les coordonnateurs présents ont tenu des rencontres privées avec les représentantes du Bureau international du travail, du Fonds mondial et l'ONUSIDA. Le Dr Omar Ndoye, qui était jusqu'à tout récemment le rapporteur de la CECAC sur les questions relatives au VIH/SIDA, a participé, à titre de conférencier, à un atelier sur la nécessaire collaboration entre les autorités religieuses et civiles dans la riposte au VIH. Enfin, ONUSIDA et l'APF ont invité la société civile à un échange avec les parlementaires, dont je faisais partie, invitation à laquelle ont répondu une cinquantaine de personnes venues dialoguer avec la douzaine de parlementaires présents. Un échange fructueux a permis aux uns et aux autres de mieux se connaître.

En ce qui a trait aux rencontres régionales entre les bureaux d'ONUSIDA et les Réseaux parlementaires de lutte contre le VIH, nous savons que de tels entretiens ont eu lieu au Gabon, au Rwanda et au Burundi. Le rapporteur et moi avons communiqué avec les coordonnateurs du Réseau les invitant à rencontrer le délégué régional d'ONUSIDA afin de discuter des priorités régionales en matière de riposte et d'harmoniser les stratégies à cet égard. Des échanges de courriels ont pris place entre les deux secrétariats afin de partager les contacts des uns et des autres. Cependant, beaucoup de progrès reste à accomplir et je crois que cet aspect du plan d'action devrait représenter notre priorité pour la prochaine année.

ONUSIDA a montré son intérêt à œuvrer conjointement avec l'APF, et réciproquement. Je tiens à remercier M. Jean-Élie Malkin pour sa disponibilité et son appui indéfectible et à exprimer également ma gratitude à tous les autres fonctionnaires d'ONUSIDA avec lesquels le Secrétariat a été appelé à travailler.

Le protocole d'accord prévoit que le Réseau établit un rapport annuel d'activités faisant état du suivi dont il est l'objet, veuillez considérer cette partie de ma communication comme une réponse à cette obligation.

Nous reviendrons plus tard au cours de cette réunion sur la nouvelle version du Plan d'action.

## **7/ La question du VIH à l'Assemblée plénière de l'APF**

Depuis notre dernière rencontre, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie s'est réunie à deux reprises et a adopté quatre résolutions sur le VIH, soit les trois motions proposées par le Réseau lors de sa réunion de mai 2011 et une quatrième suggérée par la CECAC, lors de sa réunion de mars 2012. Cette dernière faisait écho aux préoccupations des parlementaires qui ont assisté à la 6<sup>e</sup> Conférence francophone sur le VIH, quant aux ressources financières en décroissance attribuées à la riposte.

Nous avons également soumis quatre questions au Secrétaire général de la Francophonie, S.E. M. Abdou Diouf, au cours de ses auditions devant l'APF en 2011 et en 2012. Dans ses réponses, M. Diouf a salué le travail du Réseau, de son rapporteur, du chargé de mission Afrique lors de la Conférence internationale de Genève et s'est engagé fermement en faveur des droits de l'homme, soulignant l'implication de l'OIF avec ONUFEMMES avec laquelle un protocole d'accord vient d'être signé, et relativement à la promotion de la Convention pour l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des filles et des femmes.

## **8/ Les initiatives du Secrétariat de l'APF**

### **a. La liste des coordonnateurs**

Une fois l'an, soit à l'automne généralement, le Secrétaire général parlementaire a pris l'habitude de communiquer avec les présidents des sections pour leur rappeler l'importance de nommer un coordonnateur au Réseau parlementaire de lutte contre le VIH. Notre rapporteur sortant, le Dr Omar Ndoye, saisissait d'ailleurs toujours l'opportunité des assemblées plénières de l'APF pour inviter les présidents qui ne l'avaient pas encore fait d'y procéder.

Actuellement le Réseau compte moins d'une trentaine de coordonnatrices et de coordonnateurs. Peut-être devons-nous faire un effort concerté avec le chargé de mission Afrique afin de tenter de compléter le Réseau.

## b. Bulletin d'information

On se souviendra que pour pallier le fait que le Réseau ne se réunit qu'une fois l'an, les coordonnatrices et coordonnateurs réunis à Casablanca au Maroc, en 2010, ont décidé la distribution d'une revue de presse.

Depuis, le Secrétariat a fait parvenir un bulletin par saison aux coordonnateurs, les derniers regroupant essentiellement les grands documents produits par notre partenaire ONUSIDA ou encore des documents clés diffusés par d'autres institutions, comme le Fonds mondial. Le Secrétariat est toujours en quête de vos commentaires afin de faciliter la communication entre nous, aussi, et de mieux répondre à vos besoins.

Je veux terminer ce rapport avec une pensée pour celles et ceux qui ont servi le Réseau et qui ont été appelés à occuper d'autres fonctions : je pense bien sûr à notre ami le Dr Omar Ndoye, rapporteur de la CECAC sur les questions relatives au VIH/SIDA depuis juillet 2009, qui a déployé beaucoup d'énergie pour le Réseau, notamment en le représentant dans les conférences internationales et ne manquant jamais une occasion de le faire valoir dans ses nombreuses rencontres de haut niveau. Avec son départ, lié à sa non-réélection au Parlement sénégalais, nous avons perdu un grand ambassadeur et un ami, mais je suis persuadé que nous le retrouverons à l'avenir.

Je veux rendre également hommage à son adjoint parlementaire, M. Iba Kane, qui a secondé son parlementaire dans ses fonctions de rapporteur avec compétence et célérité.

Enfin, nous avons une pensée pour Christine Lafrance, qui est retournée au Parlement canadien et qui a accompli un magnifique travail en tant que conseillère de la CECAC. Elle m'a demandé de vous informer qu'en ces jours, elle est avec nous de cœur et d'esprit.

Enfin, je ne voudrais pas terminer sans souhaiter la bienvenue à notre nouvelle conseillère du Réseau et de la CECAC, Mme Gaëtane Lemay. Nous collaborons depuis plus d'un mois et je ne peux que me louer de sa compétence et de sa gentillesse.